

Remerciements :

- commune de Bio (mise à disposition de la salle)
- population locale
- presse
- collectif

Notre collectif de défense s'est constitué en mai dernier devant la menace qui pesait sur les 20 lits du service de médecine de l'hôpital de Gramat.

La mobilisation de la population a été remarquable. Merci à tous pour votre soutien, pour votre participation à ce combat ! *(Vous avez encore répondu présent aujourd'hui, merci, et bravo !)*

Nous sommes ici aujourd'hui sur appel de la Coordination nationale des collectifs de défense des hôpitaux et des maternités de proximité.

Vous le savez, nous vivons une époque troublée. Les mesures gouvernementales successives suscitent l'indignation croissante d'une population acculée à de plus en plus de sacrifices.

Dans tous les domaines éclatent des grèves.

En dehors de toute coordination politique ou syndicale, la population a récemment initié un mouvement autour de la hausse des carburants.

La colère citoyenne gronde.

Tous les secteurs sont à défendre.

Dans le domaine de la santé, une prise de conscience urgente et collective à la nécessité d'obtenir des moyens pour une santé digne et humaine est nécessaire.

Dans son allocution télévisée en mai dernier, le chef de l'État a assuré qu'aucun « coup

de rabot » ne serait donné dans le domaine de la santé.

Pourtant, le plan de financement de la sécurité sociale pour 2019 prévoit une nouvelle panoplie de mesures d'économies chiffrées à 3,8 milliards d'euros.

La réduction drastique des moyens alloués à la santé entraîne la fermeture de lits, de services entiers dans les établissements publics de santé, de centaines de maternités, de services de chirurgie, de services d'urgences et de SMUR, et la suppression de milliers de postes hospitaliers. En milieu rural, cette politique de santé conduit à l'éloignement de l'offre de soins. Mutualiser, centraliser, optimiser ne riment pas avec proximité et ruralité.

Une menace certaine pèse sur le service de médecine de l'hôpital de Gramat. C'est évident.

Mais Gramat est loin d'être un cas isolé.

Partout en France se sont constitués des collectifs de défense d'hôpitaux, de maternités, de services d'accueil des urgences, d'établissements de psychiatrie.

Les modes d'action sont originaux, et pour le moins inédits. A travers toute la France, les élus locaux, les usagers, conscients que les soignants luttent dans l'intérêt général, se joignent aux personnels des hôpitaux pour revendiquer le maintien des établissements de proximité.

En juin dernier, A Rouen, des soignants en sont venus à entamer une grève de la faim pour défendre l'hôpital psychiatrique du Rouvray. Ils ont d'ailleurs été entendus, et ont obtenu des postes supplémentaires alors que l'établissement était menacé de fermeture !

La preuve que, quand on se donne les moyens pour obtenir ce qu'on veut, on peut !

En juillet dernier, pour défendre les urgences psychiatriques de l'hôpital Pierre Janet, en Normandie, 7 soignants ont occupé le toit de l'hôpital jusqu'à ce que l'agence régionale de santé accepte d'entamer des négociations.

En août, après plus de deux mois de grève et une opération « une bouteille à la mer », les soignants de l'hôpital psychiatrique d'Amiens ont obtenu une aide exceptionnelle d'un demi million d'euros de la part de l'ARS.

En octobre, 116 médecins de l'hôpital de St Briec, dans les côtes dArmor, ont claqué la porte de la CME, démissionnant de toutes leurs fonctions de représentation dans les instances de l'établissement.

En octobre, dans l'Indre, la maternité du Blanc a suscité la mobilisation active de la population et des élus.

Près de 80 maires ont rendu leurs écharpes, ils ont décroché le portrait officiel du chef de l'Etat pour le remettre devant la préfecture, certains l'ont même brûlé.

Les sage-femmes ont défilé en procession funéraire.

Les membres du collectif de défense ont occupé la cour de l'établissement pendant plusieurs jours, avant d'être évacués.

La maternité du Blanc a malheureusement été fermée, attisant l'indignation et la colère des citoyens.

Plusieurs mois d'action de la population et des élus ont été balayés d'un revers d'autorité par les forces de police au seul service du pouvoir central. La violence du cynisme politique se manifeste aujourd'hui sans le moindre faux semblant de justification.

Le rempart de la justice semble céder le pas un peu plus chaque jour devant les exigences de la tête de l'État.

Au delà du sort réservé à cette maternité, qui est en soi un problème pour les habitants, il s'agit d'un exemple frappant de l'effondrement de la politique de santé.

Le maire de Vierzon, vice président de l'association des maires de France a enjoint la coordination nationale des collectifs de défense à conjuguer leurs forces autour d'un intérêt commun : la sauvegarde de notre système de santé, de nos établissements de proximité, et au-delà, de notre Sécurité Sociale.

Et c'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui : défendre la sécurité sociale et son principe dicté par Ambroise Croizat : « chacun cotise selon ses moyens, chacun reçoit selon ses besoins ».

Nous nous rangeons aux côtés de centaines d'autres collectifs de défense à travers le territoire national, de centaines d'élus locaux pour exiger l'égalité d'accès à des soins de qualité partout et pour tous.

Quand on défend l'hôpital de Gramat, on ne peut pas ne pas parler de politique globale, même si ce sujet est souvent diplomatiquement évité.

Je suis bien désolée vous le dire : si on ne s'occupe pas de la politique, c'est la politique qui s'occupe de nous.

L'hôpital de Gramat, comme tant d'autres établissements de proximité, subit les conséquences de d'une politique globale de restriction budgétaire et d'économies de santé.

Nous n'oublions pas que c'est une politique de destruction des services publics qui est menée depuis des années, pour détruire les services publics, et pouvoir dire ensuite à la population « voyez ! Le service public ne fonctionne pas ! Il faut donc confier les clés au privé, ça marchera beaucoup mieux. »

Ce qui n'est pas le cas ,d'ailleurs : d'autres pays européens ayant mené cette politique de santé reviennent en arrière.

La destruction des services publics contribue au démantèlement de l'humanité.

Une fois que tout sera privé, nous serons privés de tout.

La lutte pour la défense de la qualité des soins, pour la défense d'un système de santé public, digne et humain, ouvert à tous et toutes, traverse tout le pays.

L'économie de 3,8 milliards d'euros pour la santé est intolérable, insupportable d'injustice, alors que l'évasion fiscale représente plus de 60 milliards de manque gagner dans les caisses de l'État, alors que les cadeaux fiscaux faits aux grandes entreprises du CAC 40 s'envolent, que l'ISF est supprimée, et que pendant ce temps, les taxes se multiplient, que le pouvoir d'achat, que les pensions de retraite sont réduits à peau de chagrin.

D'autres alternatives sont possibles pour garantir l'accès pour tous à des soins de qualité, au lieu d'une course à toujours plus de profits pour une minorité, qui conduit à transférer les compétences de l'État vers le privé.

Nous reviendrons au cours de cette après midi sur le décryptage de la politique de santé mise en musique par le plan de financement de la sécurité sociale pour 2019 : Que signifient le « 100 % santé » et le « reste à charge 0 » ? Comment seront remboursés les médicaments en 2019 ? Qu'en sera-t-il de l'accès aux soins dans le Lot la nuit et les week ends ?

Nous chercherons ensemble des solutions alternatives à une politique de santé austéritaire qui exige des établissements de santé d'être rentables. La santé n'est pas une marchandise. Elle ne se négocie pas. Elle représente un coût, d'accord. Mais elle n'a pas de prix.

La rentabilité est encore plus intolérable quand elle touche à l'Humain.

La coordination nationale a demandé à l'ensemble des collectifs de défense de faire du bruit pour l'accès aux soins pour tous et partout.

Mettre en musique, faire du bruit...

On s'est dit qu'on allait vous proposer un concert.

Vous avez répondu aux appels aux rassemblements, vous êtes venus à un débat public, à un ciné débat.. Mais un concert, on vous avait encore pas invité à un concert !

Ce n'est pas parce que le sujet est grave qu'on ne peut pas en parler en musique, ni partager un verre de vin chaud.

C'est avec un immense plaisir que nous vous présentons LES GERMAINS !

Jean-Marc est infirmier dans un service d'urgences psychiatriques, milieu particulièrement malmené.

Nos Germains viennent gracieusement de Foix pour soutenir les hôpitaux de proximité et ils se sont proposés spontanément. Nous les remercions chaleureusement.

Leur répertoire nous emmène de drames joyeux en ballades, de musiques rock en notes reggae.

Je vous laisse découvrir nos artistes en chansons, et vous demande un tonnerre d'applaudissements, mesdames et messieurs : les germains !!!!